

L'INSÉCURITÉ SOCIALE, ÇA SUFFIT !

Pour le capitalisme, le chômage n'est pas un problème, c'est la compétitivité des entreprises qui compte. En trente ans, la productivité des travailleur(se)s de ce pays a été multipliée par cinq, ce qui permet de diminuer le nombre de salarié(e)s et le coût du travail, sans diminuer les profits engrangés.

Si ce n'est pas suffisant, les entreprises délocalisent et licencient pour être encore plus compétitives et augmenter leurs profits. Peu importe l'augmentation alarmante de la souffrance au travail pour celles et ceux qui ont conservé un emploi, avec perte du pouvoir d'achat, conditions de travail aggravées, angoisse permanente du licenciement par le chantage à la délocalisation en cas de refus du plan de « sauvetage » de l'entreprise. Pour garantir leurs profits, les patrons recourent de plus en plus aux contrats précaires (CDD) et intérimaires et aux contrats qui les exonèrent de charges sociales. Ils divisent ainsi leurs salarié(e)s et disposent d'une main-d'œuvre corvéable à merci.

L'État, qui se permet parfois de donner des leçons de « morale » aux entreprises qui délocalisent, a déjà supprimé plus de 135 000 postes de fonctionnaires et emploie plus d'un quart de ses personnels sous contrats précaires (Lcontractuels) et contrats aidés (CUI) pour assurer des tâches permanentes des services publics. Cela permet d'imposer plus facilement les réformes de casse des services publics, de les privatiser et d'appliquer la gestion des fonctionnaires en mode DRH (lettres et contrats de mission qui se substituent aux statuts).

La casse de la protection sociale, retraites et bientôt sécu, celle des services publics, le chômage endémique, la multiplication des emplois précaires et la précarisation des emplois dans le privé comme dans le public (les fonctionnaires n'ont plus la garantie d'emploi du fait de la loi de mobilité et de la refonte des politiques publiques), plonge une part de plus en plus importante de la population dans une insécurité sociale généralisée. C'est par le contrôle social, la répression antisyndicale et celle des mouvements sociaux que l'État répond à cette insécurité qui pourrit la vie de la majorité de la population, pour assurer la sécurité des profits de quelques-uns.

Un exemple : Pôle emploi

Pôle emploi, le géant né de la fusion entre les Assedics et l'ANPE, était présenté comme un moyen d'améliorer le service rendu aux chômeurs. Le relooking des agences et la communication passée, l'évidence s'impose : Pôle emploi est une arme efficace pour imposer le contrôle et le flicage de ses salarié(e)s et des chômeurs. Depuis la fusion et l'explosion du chômage, les agences – transformées en commissariats des chômeurs – sont sous pression. D'un côté, les agents du Pôle emploi subissent un management par les chiffres, une pression de leur hiérarchie, une perte de sens professionnel et une précarisation de leur emploi. 1 500 CDD ne seront pas renouvelés et 300 postes en CDI seront supprimés en 2011. Résultat : un véritable mal être au travail s'installe ; suicides et arrêt longues maladies se multiplient. De l'autre côté du guichet, les usagers devenus des clients sont placés sous contrôle. La chasse aux mauvais chômeurs est ouverte. Les radiations et les humiliations pleuvent, l'accompagnement est devenu inexistant et se résume à un contrôle mensuel... Pendant ce temps, le secteur privé remporte des marchés pour des ateliers ou des prestations bidon et s'engraisse sur le dos des chômeurs et des précaires. Nous n'avons pas à payer leur crise, la colère monte, faisons converger les luttes !

Le 4 décembre ne doit pas être la traditionnelle manif des chômeurs et des précaires sans lendemain. Continuons le combat tous ensemble, chômeurs précaires, travailleur(se)s du public

comme du privé, dans des AG interprofessionnelles de quartiers, de villes, départementales et territoriales pour reconstruire par les luttes ce que le capitalisme détruit, pour conquérir la justice sociale et en finir avec l'insécurité sociale généralisée.

C'EST PAS À L'ÉLYSÉE, C'EST PAS À MATIGNON, C'EST PAS DANS LES SALONS
QU'ON OBTIENDRA SATISFACTION, C'EST NOUS QUI TRAVAILLONS ET QUI
CHÔMONS, ALORS C'EST NOUS QUI DÉCIDONS !